

<https://journal.alternatives.ca/?Notre-systeme-de-soins-de-sante-est-en-danger>



Notre système de soins de santé est en danger

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2011 - Journal des alternatives. Vol. 2 - No. 2, mai 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 30 avril 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

L'éditorial du Globe and Mail du 28 avril réserve un paragraphe sur les penchants très peu démocratiques de Stephen Harper et les assauts répétés des conservateurs sur le droit à l'information et à la dissidence, pour finir malgré tout par se ranger derrière le même homme et le même parti pour diriger le Canada durant les quatre (?) prochaines années. Édifiant.

Il se trouve que les membres de l'équipe éditoriale ne sont pas les seuls à souhaiter un gouvernement conservateur, majoritaire si possible. Les milieux d'affaires et les compagnies d'assurances sont au premier rang, car ils ont l'oeil sur le système de santé canadien et préparent déjà le terrain en prévision d'un exercice de coupe-coupe dans ce domaine. Pourquoi ? Parce qu'en santé, de l'argent, il y en a une tonne à faire. Et la seule façon pour eux de mettre le grappin sur des profits mirobolants (l'exemple américain), c'est de nous faire croire qu'ils ont à coeur notre santé et qu'ils cherchent simplement à remettre à flot un système supposément en train de couler de toutes parts.

C'est justement dans ce même Globe and Mail que, deux jours avant, un éditorial invitait les milieux d'affaires, « trop longtemps exclus du débat » selon le journal, à nous offrir leurs solutions en matière de soins de santé. À quelques jours des élections, des institutions financières majeures et « d'autres partenaires d'affaires » s'apprêteraient à injecter des fonds dans le Canadian Alliance for Sustainable Health Care, créée par le Conference Board du Canada. On a bien sûr pris soin d'identifier cette alliance comme un « groupe de recherche », expression neutre, bénigne sur le plan politique et qui sous-tend l'objectivité. Selon le Globe, un tel groupe pourra mettre sur la table des vérités cachées : « Certains sujets sont en effet trop sérieux pour être laissés aux seuls politiciens... », de laisser tomber l'éditorial.

Cette annonce suit de quelques jours à peine une sortie publique en faveur de l'intrusion du privé dans le système de soins de santé, par nulle autre que Claude Di-Stasio, qui se trouve à être la vice-présidente affaires Québec de... l'Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes (ACCAP). « L'étude de l'Institut Fraser est une excellente opportunité pour rouvrir le débat sur la participation du secteur privé dans le domaine de la santé », dit-elle. Rappelons qu'un rapport de l'Institut Fraser recommande au (futur) gouvernement (Harper) « de suspendre pendant 5 ans l'application de la Loi canadienne sur la santé ».

À moins que les électeurs canadiens ne corrigent le tir, le soir du 2 mai, nous nous approchons dangereusement du rêve américain qui veut que la santé ne soit plus une question de compassion ou de responsabilité envers le citoyen, mais du « business » au même titre que la vente et l'achat de vaisselle. Le porte-voix du privé dans ce domaine, le Globe and Mail, est on ne peut plus clair là-dessus : « Une nouvelle coalition est nécessaire pour mettre en lumière la trajectoire des coûts en soins de santé, et pour travailler avec les milieux d'affaires en vue de trouver les meilleures

façons de réduire les coûts â€” ce qui inclut des solutions orientées vers le marché, et des soins offerts par le privé lorsque nécessaire. »

André R. Gignac

Saskatoon